

—A LA UNE

Lundi 30 juin 2008

—PERSPECTIVES -

—Le ciel conjoncturel suisse commence à s'assombrir

—*Si les économistes restent optimistes, l'inquiétude a déjà gagné les consommateurs.*

—Servan peca à lausanne

Radiieux en 2007, le ciel conjoncturel suisse s'est voilé au fil des publications d'indicateurs économiques, durant le premier semestre 2008. Le pays est entré dans l'année à une allure soutenue (3,1% de croissance en 2007). Un rythme qui lui a permis, quelques mois durant, de bénéficier d'une certaine imperméabilité aux éléments extérieurs. Mais celle-ci s'est avérée toutefois insuffisante pour parvenir à résister plus longtemps. La consommation privée et, dans une moindre mesure, les exportations, moteurs de la croissance en 2007, ont fini par trébucher face aux vents contraires provoqués par la hausse du prix des matières premières et par le ralentissement économique aux Etats-Unis.

Longtemps, le bon comportement du marché du travail (2,4% de chômage en mai, le plus bas niveau depuis 2002) a servi la consommation des ménages, et donc la conjoncture. Il a non seulement agi positivement sur le moral des consommateurs, mais leur a également permis de conserver un certain pouvoir d'achat, un appétit précieux à la croissance du pays.

L'AVIS DE L'AGEFI Seul l'avenir des sociétés financières inquiète Jusqu'ici, tout va bien. Même si le ralentissement économique se concrétise en Suisse, les économistes ne s'en émeuvent pas. Ils s'accordent tous à dire qu'un recul de la croissance était attendu et qu'il devrait se poursuivre. En fait, seules leurs prévisions divergent quelque peu, compte tenu de la forte exposition du marché suisse aux sociétés financières, pour lesquelles l'avenir est toujours chargé d'incertitudes. Le 23 juin dernier, le Seco a indiqué qu'il maintenait ses prévisions de croissance pour 2008, établies en mars, à 1,9%. Le baromètre du KOF envoie, quant à lui, le signal clair d'un nouveau ralentissement du PIB d'ici la fin de l'année. Pour les experts zurichois, le PIB réel de la Suisse ne progressera que de 2%, contre 2,1% précédemment. Si cette décélération se confirmait, elle pourrait même s'avérer accommodante pour la Banque Nationale Suisse (BNS) car elle aiderait à juguler l'inflation. Pour autant que le phénomène de hausse des prix du pétrole et de l'alimentation se modère. Dans le cas contraire, le scénario se compliquera. En l'état, la BNS est impuissante. Elle ne peut pas lutter contre l'inflation importée. Mais à plus long terme, une contagion à l'inflation sous-jacente pourrait s'opérer, poussant l'institution à resserrer la vis monétaire. Etant donné la fragilité du contexte actuel, une hausse des taux d'intérêt aurait des effets néfastes sur l'économie. Toujours selon le Seco, le taux d'inflation devrait se maintenir à 2,5% en 2008. Lorsque l'on sait que l'objectif de la BNS se situe à 2%, l'on est en droit de s'interroger sur le sort que réserve l'institution à ces taux de référence. Au-delà du ralentissement cyclique qui se dessine, le pays pourrait être touché plus sévèrement que ses voisins européens par des turbulences financières plus persistantes que l'on ne veut s'en persuader aujourd'hui. Désormais, ce qui paraît particulièrement incertain, puisque difficile à évaluer, c'est l'impact de la crise en termes d'activité et d'emploi, particulièrement dans le monde de la finance.

Les travailleurs frontaliers ont limité les coûts salariaux

«Le nombre de travailleurs frontaliers a atteint un record, indique Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. L'augmentation des salaires a été moins soutenue, ce qui a

permis de limiter les coûts salariaux.» En effet, malgré le plein emploi des capacités, la hausse des prix à la production est demeurée relativement contenue, d'où le maintien d'une faible inflation sous-jacente (1,4%). En fait, les seules véritables pressions inflationnistes sont importées et directement liées aux prix des matières premières. «Elles n'en demeurent pas moins gênantes pour les consommateurs», rétorque Jan Amrit Poser, économiste à la banque Sarasin. En effet, à 2,9% en mai, la hausse des prix commence à devenir un sérieux handicap. Les ménages n'ont d'ailleurs pas manqué de le faire savoir. L'indice de confiance des consommateurs a clairement chuté, à 2 points en avril, contre 14 points au mois de janvier, et la progression annuelle des ventes de détail a marqué le pas, à 2,4% en termes réels en avril, contre 4% pour 2007.

Outre l'industrie du commerce, la finance souffre également de la détérioration du climat économique. «La Suisse ne peut pas échapper aux répercussions de la crise du crédit», indique Enrico Bolzani, économiste à la Banque Syz & Co. Reste que la plupart des exportateurs se sont, jusqu'ici, montrés remarquablement résistants à la diminution de la demande extérieure. Entre janvier et mai, les exportations ont progressé de 7,5% par rapport à la même période de 2007. Selon Enrico Bolzani, ceux-ci profitent d'un positionnement privilégié: «Les entreprises sont suffisamment exposées aux marchés émergents pour amortir le ralentissement.» L'optimisme prédomine encore. Pourtant, de 1,73 point en janvier, le baromètre du KOF, publié vendredi, a chuté à 1,01 au mois de juin. «Ce niveau n'a rien de spectaculaire, assure Janwillem Acket, chef économiste chez Julius Bär. Il marque la poursuite d'une décélération graduelle entamée au quatrième trimestre 2007.» Et de relativiser: «Par rapport au reste de l'Europe, l'allure économique place encore le pays dans le haut du panier.» Et ce même si l'essoufflement de la demande étrangère a constamment pesé sur la croissance des exportations. Comme le démontre le recul progressif du baromètre KOF, dominé par la tendance à la baisse des secteurs de l'industrie des exportations à destination de l'Union européen